

**Édito**

# La justice s'impose dans la campagne

**Benoît Jacquemart**

ÉDITORIALISTE

Nous vous parlions lundi de la grande misère de la police, en espérant qu'aucun événement grave ne survienne. Et voilà que c'est la justice qui s'impose dans la campagne électorale. Parce que l'affaire du meurtre de Julie Van Espen, à Anvers, pose de nombreuses questions. Rappelons tout d'abord que le premier responsable de la mort de la jeune femme, c'est son meurtrier.

Mais au-delà du fait divers, cette horrible affaire met en lumière une fois encore le sous-investissement chronique dont souffre la justice en Belgique. Et cela, depuis des années. La justice, tout comme la police, c'est un pilier de l'État. Et ce pilier est chancelant depuis des années, sans que les politiques semblent vraiment s'en

préoccuper. Quand il faut des années pour que des affaires soient jugées en appel, comme c'est le cas à Bruxelles, c'est non seulement anormal mais c'est scandaleux.

À Anvers, il s'agit aussi de la décision d'un homme. D'un juge sur qui on tombe parce qu'il n'a pas ordonné l'arrestation du futur meurtrier à l'audience qui venait de le condamner pour un viol sur son ex-compagne. Mais le juge ne pouvait ordonner cette arrestation. Parce qu'on se trouve dans une zone grise de notre droit. Il faut une fois encore un drame épouvantable pour nous rappeler que la justice est une affaire d'hommes et de femmes. Ceux qui appliquent le droit mais aussi ceux qui l'écrivent. Les politiques. Ceux-ci auront beau s'agiter et s'indigner, ils portent aussi leur part de responsabilité. ●